

# RAPPORT 2016 SUR LES DROITS DE L'HOMME – MALI

## RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Le Mali est une démocratie constitutionnelle. En 2013, le président Ibrahim Boubacar Keïta a remporté l'élection présidentielle, qui a été jugée libre et équitable par les observateurs internationaux. L'investiture du président Keïta et, par la suite, la mise en place d'une nouvelle Assemblée nationale par des élections libres et équitables ont mis fin à la transition de 16 mois qui a suivi le coup d'État militaire de 2012 qui avait évincé le précédent président démocratiquement élu, Amadou Toumani Touré. Le rétablissement d'un gouvernement démocratique et l'arrestation de l'auteur du coup d'État, Amadou Sanogo, ont permis de rétablir un certain niveau de contrôle de l'armée par les autorités civiles.

Les autorités civiles n'ont parfois pas su maintenir un contrôle efficace des forces de sécurité.

Malgré la signature d'un accord de paix en juin 2015 entre le gouvernement, la Plateforme des milices du nord et la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), des affrontements violents entre ces deux dernières entités se sont poursuivies dans l'ensemble du nord du pays. Des groupes terroristes qui n'étaient pas parties au processus de paix, notamment Ansar Dine, Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), Al-Mourabitoun et le Front de libération du Macina (FLM), ont lancé des attaques contre l'armée, les groupes armés et des objectifs civils dans l'ensemble des régions du nord et du centre du pays.

Les exactions commises sur des civils au cours des violents affrontements entre les combattants de la Plateforme et de la CMA dans la ville et la région de Kidal représentaient les problèmes les plus graves en matière de droits de l'homme. Détentions arbitraires, destruction et saisie de biens et meurtres de civils comptaient parmi les exactions commises. Les violents affrontements dans la ville et la région de Kidal ciblaient les combattants rivaux comme les civils, faisant des morts et des blessés et entraînant des détentions arbitraires, des perturbations dans l'aide humanitaire et des pertes de biens. L'incapacité à mettre un terme aux violences a retardé la mise en œuvre de l'accord de paix dans le nord du pays, ce qui a prolongé le manque de services de base. En février-mars, des affrontements violents dans la région de Ménaka entre des éléments armés alliés à la CMA et les forces de la Plateforme ont également ciblé des civils, faisant de nombreuses victimes.

Au nombre des autres problèmes relevant des droits de l'homme ont figuré les exécutions arbitraires par les forces gouvernementales, les disparitions, les violations commises sur des détenus, notamment des actes de torture, les conditions carcérales pénibles, les détentions arbitraires, le manque d'indépendance et l'inefficacité du judiciaire, les restrictions des libertés d'expression, de la presse, de réunion et d'association, la corruption des responsables officiels, le viol et la violence domestique à l'égard des filles et des femmes, les mutilations génitales féminines/l'excision (MGF/E), la traite des personnes, la discrimination sociale envers les Touareg noirs, qui étaient soumis à des pratiques assimilables à l'esclavage, la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et la discrimination à l'égard des personnes vivant avec le VIH-sida et atteintes d'albinisme. Les autorités et les employeurs méprisaient souvent les droits des travailleurs, et l'exploitation dans le domaine du travail, notamment le travail des enfants, était courant.

Les pouvoirs publics n'ont fait guère d'efforts sinon aucun pour enquêter sur les fonctionnaires ayant commis des violations, ni pour les traduire en justice et les sanctionner, que ce soit au sein des forces de sécurité ou dans d'autres secteurs du gouvernement, et l'impunité était problématique. L'auteur du coup d'État, Sanogo, arrêté en 2013, est resté en détention provisoire dans l'attente de son procès, qui a commencé à Sikasso au mois de décembre ; cependant, le juge-président a accepté une motion de la défense visant à reporter le procès jusqu'au début 2017. Bien que la Cour pénale internationale ait reconnu un individu coupable de crimes de guerre pour destruction de sites religieux à Tombouctou, l'impunité pour les délits graves commis dans le nord du pays s'est poursuivie.

Malgré l'accord de paix signé en juin 2015, certains membres de la Plateforme, notamment le Groupe autodéfense touareg imghad et alliés (Gatia), le Mouvement arabe de l'Azawad-Plateforme (MAA-PF) et la Coordination des mouvements et forces patriotiques de résistance (CMFPR), et des membres de la CMA, comme le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), le Haut Conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA) et le Mouvement arabe de l'Azawad (MAA), ont commis de graves violations des droits de l'homme, notamment des exécutions sommaires, des actes de violence sexuelle et de torture et l'usage d'enfants soldats. Des groupes extrémistes, dont certains affiliés à AQMI, ont tué des civils et des militaires, notamment des membres des forces de maintien de la paix. Le gouvernement malien, en coopération avec l'armée française, a mené des opérations antiterroristes dans le nord du pays, permettant la capture d'extrémistes et d'éléments de groupes armés accusés de crimes. Les signalements d'exactions ne conduisaient guère à des enquêtes ou des poursuites judiciaires.

Des casques bleus tchadiens de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) ont été accusés de nombreuses violations des droits de l'homme dans la région de Kidal, notamment des exécutions, des enlèvements et des arrestations arbitraires (voir la section 1.g.).

**Section 1. Respect de l'intégrité de la personne, y compris le droit de vivre à l'abri des atteintes suivantes :**

**a. Privation arbitraire de la vie et autres exécutions extrajudiciaires ou à motivations politiques**

Des exécutions arbitraires ou extrajudiciaires imputées aux pouvoirs publics ou à leurs agents ont été signalées au cours de l'année (voir la section 1.g.).

Ainsi, selon la MINUSMA, en avril ou mai, les forces du gouvernement ont exécuté sommairement trois personnes arrêtées pour terrorisme. L'organisation non gouvernementale (ONG) internationale Human Rights Watch a consigné l'exécution de dix détenus dans la région centre du pays au cours de l'année.

Des groupes armés ayant signé l'accord de paix et des groupes extrémistes violents ont commis de nombreuses exécutions arbitraires en rapport avec le conflit interne. Environ 165 personnes, dont plusieurs civils, ont été tuées au cours des affrontements entre la CMA et le Gatia entre juillet et septembre. Au cours de cette période, le Gatia aurait reçu du matériel et un soutien logistique des pouvoirs publics. Des éléments terroristes, notamment affiliés à AQMI, ont lancé fréquemment des attaques, tuant civils et membres des forces nationales et internationales de sécurité.

Des attaques menées par des bandits et des groupes islamistes extrémistes ont de plus en plus dépassé la zone habituelle de conflit dans le nord du pays pour gagner les régions de Mopti et de Ségou. Ces attaques ciblaient tant les services de sécurité internationaux que ceux du gouvernement.

Des casques bleus tchadiens de la MINUSMA auraient tué des civils. En mai, des soldats tchadiens rattachés à la MINUSMA auraient arrêté plusieurs civils après une attaque menée par Ansar Dine le 18 mai. L'un des hommes interpellés, un gardien de troupeaux, est décédé pendant sa garde à vue aux mains des Tchadiens.

Les poursuites lancées contre des suspects, notamment Sanogo, l'auteur du coup d'État, dans la disparition forcée, la torture et le meurtre de 21 Bérêts rouges, dont le colonel Youssouf Traoré, ancien membre de la junte, à la suite d'une mutinerie en 2013, ont fait des progrès limités. Le procès dans cette affaire devait débiter en décembre, mais à la suite d'une objection de la défense sur l'admissibilité des preuves d'ADN, il a été suspendu jusque 2017 dans l'attente d'une nouvelle analyse d'ADN.

## **b. Disparitions**

Plusieurs rapports ont fait état de disparitions.

Les observateurs des droits de l'homme n'ont pas été en mesure de vérifier où se trouvaient des dizaines de prisonniers qui auraient été détenus en relation avec le conflit dans le nord du pays en raison de la possibilité de décès non signalés pendant les gardes à vue, des allégations de libérations subreptices et des suspicions de transferts clandestins de prisonniers à la Direction générale de la sécurité d'État (DGSE), le service de renseignements du gouvernement. Les organisations de défense des droits de l'homme estimaient que la DGSE détenait 60 personnes sans le reconnaître.

Les poursuites lancées contre des suspects, notamment Sanogo, l'auteur du coup d'État, pour la disparition forcée, la torture et le meurtre de 21 Bérêts rouges, dont le colonel Youssouf Traoré, ancien membre de la junte, à la suite d'une mutinerie en 2013, ont fait des progrès limités (voir la section 1.a.).

## **c. Torture et autres châtements ou traitements cruels, inhumains ou dégradants**

La Constitution et la loi interdisent de telles pratiques, mais il a été signalé que des soldats en avaient fait usage contre des individus soupçonnés d'entretenir des liens avec des groupes extrémistes comme Ansar Dine, Al-Mourabitoun et le Front de libération du Macina (voir la section 1.g.). Il a été signalé que des groupes islamistes avaient commis des violences sexuelles.

Selon la MINUSMA, entre mars et septembre, les forces gouvernementales ont torturé huit détenus et commis des exactions sur les personnes de sept autres.

Human Rights Watch a noté des allégations de torture par l'armée, notamment contre des Foulanis, l'un des groupes ethniques du pays, dans le centre du Mali.

Lors d'un incident au cours du premier semestre de l'année, des militaires ont arrêté onze résidents foulanis à la suite d'attaques dans la région de Mopti. Selon des observateurs des droits de l'homme, trois d'entre eux sont décédés au cours de leur détention à la base militaire de Nampala, et d'autres présentaient des signes de torture. En fin d'année, les soldats qui se seraient rendus coupables de ces exactions n'avaient pas été inculpés.

L'affaire du viol d'une fille de 13 ans par un soldat en août 2014 était toujours en cours. L'armée a relâché le suspect en septembre 2014 et, à la fin de l'année, n'avait pas répondu aux demandes du procureur civil de le lui livrer pour qu'il soit jugé. Malgré le manque de coopération de l'armée, le procureur a continué de poursuivre l'affaire.

Les enquêtes sur les disparitions, actes de torture et exécutions de 21 Béréts rouges en 2012 ont fait des progrès limités (voir la section 1.a.).

### **Conditions dans les prisons et les centres de détention**

Les conditions dans les prisons étaient dures et délétères en raison de la surpopulation carcérale et du manque d'hygiène et de soins médicaux.

Conditions matérielles : Au 8 septembre, la prison centrale de Bamako, prévue pour 400 prisonniers, en hébergeait 1 445. Les conditions de détention étaient meilleures dans les prisons pour femmes que dans les prisons pour hommes. Les personnes en détention provisoire et les condamnés étaient détenus dans les mêmes locaux. Les autorités détenaient les personnes arrêtées pour terrorisme dans le quartier de haute sécurité de la prison centrale de Bamako et à Koulikoro. Les autorités pouvaient détenir les personnes interpellées jusqu'à 72 heures dans les postes de police, où il n'y avait pas de cellules de garde à vue séparées pour les hommes, les femmes et les enfants.

Au cours de l'année, 27 prisonniers et détenus sont décédés. La Commission nationale des droits de l'homme (CNDH), entité indépendante au sein du ministère de la Justice, a attribué ces décès aux conditions carcérales insalubres. Environ la moitié de ces 27 personnes sont décédées de crises cardiaques, les autres du paludisme, du VIH-sida et de déshydratation.

Les autorités n'étaient pas en mesure de maintenir le contrôle des prisons en raison de l'insuffisance des mécanismes de sécurité et d'un manque général de moyens.

Lorsqu'elle était disponible, l'alimentation dans les prisons était de piètre qualité et fournie en quantité insuffisante, et les installations médicales étaient médiocres. Le manque d'hygiène restait la plus grande menace sanitaire pour les prisonniers. Des seaux faisaient office de toilettes. Toutes les prisons n'avaient pas accès à de l'eau potable. La ventilation, l'éclairage et la température des centres de détention étaient comparables à ceux de nombreux foyers pauvres des villes.

Administration pénitentiaire : La tenue des registres des prisons laissait à désirer et les autorités n'ont pris aucune mesure pendant l'année pour l'améliorer. Elles n'ont pas eu recours aux peines de substitution pour les délinquants non violents.

Il n'existait pas de médiateurs affectés aux prisons. Toutefois, les autorités permettaient aux prisonniers et aux détenus de déposer des plaintes non censurées auprès des autorités judiciaires, soit directement, soit par l'entremise du Bureau du Médiateur de la République, pour demander une enquête en cas d'allégations crédibles de conditions inhumaines. Bien qu'ils se soient plaints verbalement pendant les inspections des prisons par la CNDH, les prisonniers n'ont pas déposé de plaintes officielles en raison de l'analphabétisme, du manque de connaissance des mécanismes de dépôt de plainte, du scepticisme quant à l'utilité d'y recourir et de la peur des représailles. Chargée d'effectuer des visites dans les prisons et de veiller à l'humanité des conditions d'incarcération, la CNDH rendait visite aux prisonniers dans la prison centrale de Bamako dans la semaine qui suivait le dépôt d'une demande. Elle n'a pas effectué de visites régulières dans les prisons à l'extérieur de la capitale et sa dernière visite d'un centre de détention militaire datait de 2012. La Direction nationale de l'administration pénitentiaire, une instance publique, était chargée des enquêtes et de la surveillance des conditions carcérales. Les détenus pouvaient recevoir des visites de manière raisonnable et pratiquer leur religion.

Surveillance indépendante : Le gouvernement a permis à des observateurs des droits de l'homme d'effectuer des visites, et des organisations de défense des droits de l'homme l'ont fait pendant l'année. Cependant, les ONG et les autres observateurs devaient déposer une demande auprès du directeur de la prison qui la transmettait au ministère de la Justice. L'Association malienne des droits de l'homme a pu se rendre dans les prisons de Kati et de Bamako et dans d'autres centres de détention, en dehors de ceux situés dans le nord du pays. Des observateurs des droits de l'homme de la MINUSMA et du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ont effectué des visites régulières dans les centres de détention des éléments de la CMA et de la Plateforme. Des responsables du CICR

se sont également rendus dans les prisons de Bamako, Sikasso, Koulikoro, Gao et Tombouctou.

#### **d. Arrestations ou détentions arbitraires**

De manière générale, la Constitution et la loi interdisent les arrestations et les détentions arbitraires. Cependant, les forces de sécurité du gouvernement et les forces de la Plateforme et de la CMA ont arrêté et détenu de nombreuses personnes en relation avec le conflit en cours dans le nord du pays, principalement au lendemain des affrontements de Kidal et des attentats terroristes des régions de Tombouctou, Mopti et Ségou (voir la section 1.g.).

#### **Rôle de la police et de l'appareil de sécurité**

Les forces de sécurité comprennent la police nationale, la DGSE, les Forces armées maliennes (FAMA), la gendarmerie nationale et la garde nationale. Administrativement, les trois dernières entités relèvent du ministère de la Défense, bien que le contrôle opérationnel de la garde et de la gendarmerie nationales dépende également du ministère de la Sécurité intérieure et de la Protection civile. La police est chargée de l'application de la loi et du maintien de l'ordre en zone urbaine, tandis que la gendarmerie a les mêmes attributions en milieu rural. De temps à autre, l'armée a effectué des opérations de sécurité nationale dans les régions du nord où la police et la gendarmerie étaient absentes. La garde nationale dispose d'unités spécialisées en matière de sécurité des frontières, globalement inefficaces. Le ministère de la Sécurité intérieure et de la Protection civile est notamment responsable du maintien de l'ordre dans les circonstances exceptionnelles, comme les catastrophes et les émeutes. La DGSE est habilitée à enquêter sur n'importe quelle affaire et à placer des individus en garde à vue temporaire à la discrétion de son directeur général, ce qu'elle n'a d'habitude fait que dans les affaires de terrorisme et de sécurité nationale.

La police nationale manquait de ressources et de formation. La corruption constituait un problème et des policiers de la circulation arrêtaient souvent des automobilistes pour les relâcher en échange de pots-de-vin.

Le mandat de la MINUSMA comprend la sécurité, la protection des civils, l'assistance au rétablissement de l'autorité étatique et la reconstruction du secteur de la sécurité. La mission a cherché à accroître sa présence, notamment par le biais de la mise en place de patrouilles sur de plus longues distances, dans les régions nord éloignées des grands centres démographiques, surtout dans les zones où les

civils étaient en danger. Le mandat de la MINUSMA comprend également une protection particulière pour les femmes et les enfants victimes du conflit armé et des réponses aux besoins des victimes de violences sexuelles et sexistes au cours de ce dernier. Son rôle comprenait l'anticipation, la prévention, l'atténuation et la résolution des questions liées au conflit dans le nord du pays par le biais d'actions visant à surveiller les violences, aider aux enquêtes et faire rapport au Conseil de sécurité de l'ONU sur les violations des droits de l'homme ou du droit international humanitaire ou atteintes à ceux-ci commises dans le pays.

L'opération militaire antiterroriste française Barkhane s'est poursuivie. Elle était d'envergure régionale, avec des opérations antiterroristes au Mali, au Tchad, au Burkina Faso, en Mauritanie et au Niger. Un millier de soldats environ y ont participé conjointement avec les FAMA dans le nord du Mali.

Les autorités civiles n'ont parfois pas maintenu un contrôle efficace des forces de sécurité. Au cours de l'année, de nombreuses situations d'impunité impliquant les forces de sécurité ont été signalées, surtout dans le nord. Dans l'ensemble, les mécanismes visant à enquêter sur les violations et la corruption dont s'étaient rendues coupables les forces de sécurité et à les sanctionner n'étaient pas efficaces.

Par ailleurs, une commission d'enquête créée en 2014 par le ministère de la Défense a enquêté sur des exécutions commises par les forces de sécurité afin de déterminer si elles constituaient des violations du code de justice militaire ou du droit pénal. La commission a soumis des affaires concernant des violations des droits de l'homme au procureur général pour qu'elles soient jugées au pénal. Cependant, en fin d'année, la commission n'avait terminé aucune des enquêtes sur les violations des droits de l'homme qui auraient été commises par les soldats redéployés dans le nord.

### **Procédures d'arrestation et traitement des personnes en détention**

Pour procéder à une arrestation, la loi exige un mandat judiciaire. Elle exige également l'inculpation d'un suspect par la police, faute de quoi il doit être relâché sous 48 heures. Bien que la police ait habituellement obtenu un mandat délivré par un responsable dûment autorisé sur la base de preuves suffisantes, cela n'a pas toujours été le cas. La loi prévoit que les détenus doivent être transférés du poste de police au bureau du procureur dans les 72 heures qui suivent leur arrestation, mais les détenus ont parfois été retenus plus longtemps aux postes de police. Les autorités peuvent accorder aux détenus, qui ont des droits limités à la libération sous caution, une remise en liberté conditionnelle, particulièrement pour les délits

mineurs et les affaires civiles. Il est arrivé que les autorités remettent des prévenus en liberté sur engagement personnel de leur part.

Les détenus ont le droit de consulter un avocat de leur choix ou un avocat commis d'office par l'État en cas d'indigence. Cependant, la pénurie d'avocats, surtout en dehors de Bamako et de Mopti, empêchait souvent l'accès à une représentation juridique.

Arrestations arbitraires : Les organisations de défense des droits de l'homme ont signalé que les allégations d'arrestations et de détentions arbitraires étaient généralisées. Dans de nombreux cas, des gendarmes ont détenu des suspects sur ordre de la DGSE avant de les transférer pour interrogatoire à celle-ci, qui les détenait en général pendant plusieurs heures, voire plusieurs jours. Cependant, le processus de transfert lui-même prenait parfois plus d'une semaine, au cours de laquelle les services de sécurité n'informaient pas les détenus des charges retenues contre eux. Les autorités ne fournissaient pas aux détenus libérés de moyens de transport pour revenir sur les lieux de leur arrestation, et ce trajet prenait souvent plusieurs jours. Ces détentions se produisaient souvent au lendemain d'attaques menées par des bandits ou des terroristes et ciblaient des membres du groupe ethnique soupçonné d'en être responsable.

Au lendemain des attaques du 19 juillet à Nampala, près de la frontière avec la Mauritanie, la DGSE a détenu plusieurs Foulanis. Des critiques ont affirmé que les pouvoirs publics n'avaient aucune preuve permettant d'appuyer les accusations et qu'ils ne les détenaient que parce qu'ils étaient Foulanis.

Le 4 mai, la Cour d'appel de Bamako a jugé le lieutenant Mohamed Ouattara, parachutiste arrêté en 2014 en compagnie d'Amara Sylla, Souleymane Sangaré, Dramane Traoré et Thierry Diarra, pour tentative d'attentat à la sécurité du président. Le tribunal a condamné Mohamed Ouattara et Amara Sylla à cinq ans de prison, Souleymane Sangaré à la prison à perpétuité, et a acquitté Dramane Traoré. Diarra, quant à lui, était, en fin d'année, en attente de son procès.

Détention provisoire : La loi garantit un procès aux détenus inculpés dans les trois mois en cas de délit et dans les douze mois pour un crime, mais les longues détentions provisoires étaient problématiques. L'inefficacité du système judiciaire, combinée au grand nombre de détenus, à la corruption et au manque de personnel, contribuait au problème. Certains individus sont parfois restés incarcérés plusieurs années avant leur procès. Environ 70 % des prisonniers étaient en fait en détention provisoire.

Possibilité de contester la légalité de leur détention par les détenus devant un tribunal : La loi permet aux détenus de contester au tribunal le fondement juridique ou la nature arbitraire de leur détention. S'ils gagnaient, ils étaient relâchés rapidement, mais la loi n'accorde pas d'indemnisation.

#### **e. Déni de procès public et équitable**

La Constitution et la loi garantissent l'indépendance du système judiciaire, mais le pouvoir exécutif a continué d'exercer une influence sur l'appareil judiciaire. La corruption et l'insuffisance de moyens ont influencé l'équité des procès. Des groupes maliens de défense des droits de l'homme ont affirmé que les cas de corruption et de trafic d'influence étaient courants dans les tribunaux.

L'application des décisions des tribunaux a posé problème. Les juges étaient parfois absents de leur zone pendant des mois. Les chefs de village et les juges de paix nommés par le gouvernement ont jugé la majorité des différends dans les zones rurales. Les juges de paix étaient responsables des fonctions d'enquête, d'instruction et de poursuites judiciaires. Dans la pratique, ces systèmes traditionnels n'accordaient pas les mêmes droits que les tribunaux civils et pénaux.

#### **Procédures applicables au déroulement des procès**

La Constitution prévoit le droit à un procès équitable et, dans l'ensemble, le pouvoir judiciaire l'a fait appliquer. Cependant, les procédures judiciaires étaient souvent retardées et certains prévenus attendaient des années le début de leur procès. La loi prévoit la présomption d'innocence et les prévenus ont le droit de recevoir rapidement des informations détaillées sur les charges retenues contre eux, avec service d'interprétation gratuit si nécessaire depuis la mise en accusation jusqu'à la fin du dernier appel. Sauf dans le cas des mineurs et de certaines affaires familiales jugées sensibles, les procès étaient en général publics.

Les prévenus ont le droit de consulter un avocat de leur choix (ou d'avoir un avocat commis d'office pour les affaires criminelles et celles concernant des mineurs). Si le prévenu est déclaré indigent, un avocat lui est commis d'office par le tribunal qui le dispense également de tous les frais de justice. Les retards administratifs et la pénurie d'avocats, surtout dans les zones rurales, ont souvent empêché la prise de contact rapide. Les prévenus et leurs avocats ont le droit de disposer de délais et de locaux appropriés pour préparer la défense, de consulter les éléments de preuve détenus par le Parquet, de confronter les témoins à charge et de

présenter des témoins et des éléments de preuve à leur décharge. Dans l'ensemble, les pouvoirs publics ont respecté ces droits. Les prévenus ne peuvent pas être contraints de témoigner contre eux-mêmes ou de s'avouer coupables et ils peuvent faire appel des décisions des tribunaux devant la Cour d'appel et la Cour suprême. La loi accorde ces droits à tous les citoyens.

### **Prisonniers et détenus politiques**

Au 29 septembre, les pouvoirs publics avaient détenu 474 personnes en relation avec le conflit dans le nord et le centre du pays. Certains seraient des prisonniers politiques. Le gouvernement a en général placé ces prisonniers liés au conflit dans des locaux de plus haute sécurité à l'intérieur des prisons et leur accordait globalement les mêmes protections qu'aux autres détenus. Les organisations internationales humanitaires et de défense des droits de l'homme ont eu accès à la plupart de ces centres, mais pas aux détenus des établissements gérés par la DGSE.

### **Procédures et recours judiciaires au civil**

Les individus et les organisations sont autorisés à former des recours au civil pour violations des droits de l'homme. Ils peuvent interjeter appel auprès de la Cour de justice de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples. Certains rapports ont signalé que, dans les cas d'esclavage traditionnel, il était parfois difficile d'assurer l'application des décisions des tribunaux civils.

### **f. Ingérence arbitraire ou illégale dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance**

La Constitution et la loi interdisent de tels actes et aucun rapport n'a fait état de non-respect de ces interdictions par les pouvoirs publics.

### **g. Abus commis dans le cadre de conflits internes**

L'armée, des forces anciennement séparatistes composées notamment du MNLA, du HCUA et du MAA, les milices du nord du pays dont certains intérêts étaient les mêmes que ceux du gouvernement, notamment le Gatia, et des organisations extrémistes, comme AQMI, le Front de libération du Macina et Al-Mourabitoun, ont commis de graves violations des droits de l'homme dans le nord et le centre du pays, notamment que des exécutions arbitraires, des exactions et des disparitions. La plupart des violations commises par l'armée ciblaient des Foulanis, des Touareg

et des Arabes en représailles à des attaques attribuées à des groupes armés associés à ces groupes ethniques. Des groupes djihadistes, la CMA, alliance composée du MNLA, du HCUA et du MAA, et des milices de la Plateforme comme le Gatia, ont pris des personnes en otage et utilisé des enfants soldats.

Les armées malienne et française ont ciblé les organisations terroristes, telles qu'AQMI, Ansar Dine et Al-Mourabitoun, qui n'étaient pas parties aux négociations de paix ou à l'accord qui en a résulté, bien qu'elles aient maintenu des liens avec les groupes armés participant au processus de paix.

Les Foulanis, groupe ethnique également connu sous le nom de Peuls, ont fait état d'exactions commises par les forces maliennes dans les régions de Mopti dans le centre du pays, et de Ségou. Selon Human Rights Watch, le 8 janvier, des soldats auraient exécutés deux Foulanis emmenés en garde à vue près de Kirina. L'ONG a également consigné au cours de l'année vingt affaires de torture ou de maltraitance grave de détenus. La plupart des violations commises par l'armée qui ciblaient des Foulanis, des Touareg et des Arabes étaient des mesures de représailles pour des attaques attribuées à des groupes armés associés à ces groupes ethniques.

Pendant la plupart de l'année, les attaques de groupes armés ayant signé l'accord de 2015 ont été sporadiques et localisées. En février et en mars, les affrontements entre différents groupes tribaux dans la région de Ménaka ont parfois ciblé des civils. Les plus violents se sont produits en juillet, dans la région de Kidal, entre la CMA et la Plateforme, faisant 165 morts, dont des civils.

Les groupes terroristes ont poursuivi leurs activités dans le nord et le centre du pays. En septembre, la Cour pénale internationale a condamné Ahmad al-Faqi al-Mahdi à neuf ans de prison. Membre d'Ansar Dine, il avait plaidé coupable de crimes de guerre en relation avec la destruction intentionnelle de sites religieux et historiques à Tombouctou en 2012. Cependant, l'impunité pour les crimes graves commis dans le nord du pays se poursuivait, notamment pour ceux commis par des groupes terroristes.

Les autorités ne disposaient pas de moyens suffisants pour engager des poursuites et enquêter sur les affaires dans le nord. Les conditions de sécurité gênaient également les enquêtes judiciaires dans cette région. Dans son rapport du mois de décembre 2015, la CNDH critiquait les accords d'échange de prisonniers qui se soldaient par la remise en liberté d'auteurs présumés de violations des droits de l'homme.

Exécutions : L'armée, les anciens groupes rebelles, les milices du nord dont les intérêts étaient semblables à ceux du gouvernement et les organisations terroristes ont commis des exécutions dans l'ensemble du pays, mais surtout dans le nord et le centre.

Des personnes ou groupes non identifiés étaient responsables de bien des attaques. Le 7 août, des individus armés non identifiés ont ciblé et tué un membre de la famille du maire de Kirina.

Des violences intercommunautaires liées aux différends en matière de transhumance (migration saisonnière) et de pâturage du bétail se sont produites entre Dogons, Bambaras et Foulanis dans la région de Mopti, entre Bambaras et Foulanis dans la région de Ségou et entre différents groupes touareg et arabes dans les régions de Gao, de Tombouctou et de Kidal (voir la section 6).

De nombreuses attaques contre les casques bleus de la MINUSMA ont fait des morts et des blessés. Le 12 février, sept casques bleus guinéens sont décédés dans une attaque contre leur campement à Kidal. L'attentat, qui a également blessé trente autres soldats de la paix, a été revendiqué par Ansar Dine. Le 19 mai, cinq soldats tchadiens rattachés à la MINUSMA sont décédés et trois autres ont été blessés quand leur véhicule a percuté un engin explosif improvisé (EEI) dans la région de Kidal. Le 29 mai, cinq casques bleus togolais de la MINUSMA ont été tués au cours d'une attaque à Sévaré. En août, un soldat tchadien a trouvé la mort et six autres membres des forces de maintien de la paix ont été blessés au cours d'attaques contre des casques bleus de la MINUSMA dans la région de Kidal.

Enlèvements : Le 7 janvier, AQMI a enlevé une missionnaire suisse à Tombouctou, qui était toujours en captivité à la fin de l'année.

En mai, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a pris en charge deux enfants appréhendés avec leur père par des casques bleus tchadiens de la MINUSMA dans la région de Kidal. Les enfants semblaient avoir été battus.

À la suite des affrontements des 21 et 22 juillet à Kidal, la CMA a capturé cinq civils et le Gatia, quatre. De nombreuses attaques de représailles contre des civils se sont produites dans les deux mois qui ont suivi les violences.

Le 2 septembre, des hommes armés non identifiés ont enlevé l'adjoint au maire de Boni ; il était toujours en captivité à la fin de l'année.

Enfants soldats : En 2013, le gouvernement et les Nations Unies ont signé un protocole d'accord visant à protéger les enfants associés au conflit armé. Ce protocole mettait en place une procédure de transfert de ces enfants au centre spécialisé de prise en charge du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). En fin d'année, le centre spécialisé restait ouvert et s'occupait d'un ex-enfant soldat ; les autorités auraient réuni les autres enfants détenus avec leurs familles.

Avec l'appui de la MINUSMA, en 2013, les dirigeants du MAA et du MNLA ont signé un accord interdisant le recrutement d'enfants et permettant à la MINUSMA de passer en revue leurs troupes en septembre 2014. Aucune inspection officielle n'a été menée depuis, et la MINUSMA continuait de voir des enfants dans les rangs de la CMA, organisation-cadre dont font partie le MAA et le MNLA.

Selon la MINUSMA, entre le mois de janvier et le mois de mai, le Gatia a recruté 29 enfants.

La plupart des enfants recrutés étaient des garçons, mais l'on a rapporté que des filles pourraient également avoir été recrutées et réduites par la suite à l'esclavage sexuel forcé.

Veillez également consulter le *Rapport annuel sur la traite des personnes* du département d'État à l'adresse suivante : [www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/](http://www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/).

Autres violations liées aux conflits : Des attaques contre les organisations internationales et les membres des forces de maintien de la paix se sont produites.

En avril, des membres d'Ansar Dine ont enlevé quatre travailleurs du CICR au nord de la ville de Kidal en représailles pour les arrestations de plusieurs personnes soupçonnées de terrorisme par l'opération militaire antiterroriste française Barkhane. Les travailleurs du CICR ont été relâchés le lendemain de la libération des individus soupçonnés de terrorisme par Barkhane.

Le 29 avril, des agresseurs non identifiés ont attaqué un convoi du Conseil danois pour les réfugiés sur l'axe Dorey-N'Tillit, blessant trois travailleurs humanitaires.

Depuis le début de la mission de la MINUSMA en 2013, plus de cent membres de son personnel ont été tués.

Un rapport publié en juillet par le Service de la lutte antimines des Nations Unies a fait état de 279 incidents d'EEI depuis juillet 2013, qui ont fait 119 morts et 453 blessés. Il signalait aussi 69 incidents d'EEI pour les six premiers mois de l'année, qui ont fait 40 morts et 90 blessés.

## **Section 2. Respect des libertés civiles, notamment :**

### **a. Liberté d'expression et liberté de la presse**

La Constitution garantit la liberté d'expression et la liberté de la presse, mais le gouvernement a parfois limité ces droits.

Liberté de parole et d'expression : En mars, Ousmane Diarra, écrivain et bibliothécaire à l'Institut français du Mali à Bamako, a dit avoir été menacé pour ses déclarations sur l'extrémisme islamique et la politisation de l'Islam. Ces menaces auraient été proférées par téléphone, par le biais d'intermédiaires et dans la rue.

Liberté de la presse et des médias : Une loi sur la presse adoptée en l'an 2000 prévoit des amendes et des peines de prison pour diffamation. Elle criminalise également des infractions telles que l'atteinte à la sûreté de l'État, l'atteinte au moral des forces armées, l'outrage au chef de l'État, les propos séditieux et l'intelligence avec l'ennemi.

En janvier, un journaliste travaillant à Djenné, dans la région de Mopti, a indiqué avoir reçu des menaces de mort par SMS de la part d'un expéditeur inconnu pour avoir parlé à la radio de la réduction du risque de radicalisation islamique chez les jeunes.

Les pouvoirs publics ont continué à enquêter sur l'animateur radio Mohamed Youssouf Bathily dit Ras Bath, pour avoir tenté de « démoraliser les troupes », entre autres accusations, qui selon ses partisans avaient des motivations politiques.

Deux journalistes français se sont plaints que les forces de sécurité du gouvernement les aient ciblés, notamment directement au gaz lacrymogène, alors qu'ils couvraient les protestations contre l'arrestation de Ras Bath le 17 août.

Violence et harcèlement : En mars, un animateur radio de la région de Mopti a dit avoir été passé à tabac par deux hommes armés non identifiés qui l'ont accusé d'encourager son public à dénoncer les activités djihadistes au cours de son

émission. Ils l'auraient menacé de mort s'il continuait à parler d'activités islamistes dans la région de Mopti.

Les journalistes avaient du mal à obtenir des informations sur l'armée jugées sensibles par le gouvernement et, souvent, à se rendre dans des localités du nord du pays.

Les considérations financières altéraient également la couverture médiatique. La plupart des médias disposaient en effet de ressources limitées. Les salaires des journalistes étaient extrêmement bas et de nombreux médias ne pouvaient pas se permettre de payer leurs frais de transport pour participer à des manifestations médiatiques. Les journalistes réclamaient donc souvent aux organisateurs de ces manifestations le paiement de leurs frais de transport, et les termes « frais de déplacement » et « per diem » sont devenus des euphémismes d'un système de couverture médiatique moyennant paiement, les organisations mieux financées recevant souvent une meilleure couverture médiatique.

### **Liberté d'accès à internet**

Le 17 août, le gouvernement a restreint l'accès à internet ; les autorités ont bloqué les réseaux sociaux, notamment Facebook et Twitter, après que de violentes protestations ont éclaté à la suite de l'arrestation de l'animateur de radio Ras Bath, qui avait beaucoup de succès. Le gouvernement a restauré l'accès à ces sites le 20 août.

Il n'existait pas de rapports crédibles indiquant que le gouvernement surveillait les communications privées en ligne sans autorisation judiciaire appropriée. Il existait de nombreux cybercafés à Bamako, mais l'accès à domicile restait limité en raison du coût. L'accès à internet était extrêmement limité en dehors de Bamako. Selon l'Union internationale des télécommunications, environ 8 % des habitants avaient accès à internet chez eux en 2015.

### **Liberté d'enseignement et manifestations culturelles**

Il n'a été signalé aucune restriction par les pouvoirs publics de la liberté d'enseignement ou des manifestations culturelles.

### **b. Liberté de réunion et d'association pacifiques**

## **Liberté de réunion**

La Constitution et la loi prévoient la liberté de réunion mais le gouvernement n'a pas toujours respecté ce droit. Par exemple, le 12 juillet, à Gao, trois protestataires ont été tués et une trentaine d'autres blessés quand la police nationale a ouvert le feu sur une foule qui protestait contre l'installation d'autorités intérimaires dans la ville.

## **Liberté d'association**

La Constitution garantit la liberté d'association, bien que la loi interdise les associations jugées immorales. Le gouvernement a généralement respecté la liberté d'association, sauf pour les membres de la communauté lesbienne, gay, bisexuelle, transgenre et intersexe (LGBTI).

### **c. Liberté de religion**

Veillez consulter le *Rapport sur la liberté religieuse dans le monde* du département d'État à l'adresse suivante : [www.state.gov/religiousfreedomreport/](http://www.state.gov/religiousfreedomreport/).

### **d. Liberté de circulation, personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, protection des réfugiés et personnes apatrides**

La Constitution et la loi prévoient la liberté de circulation à l'intérieur du pays, les déplacements à l'étranger, l'émigration et le rapatriement, et les pouvoirs publics ont généralement respecté ces droits.

Les pouvoirs publics ont coopéré avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et d'autres organisations humanitaires pour fournir une aide humanitaire, y compris certains services de protection, aux personnes déplacées à l'intérieur de leur pays (PDIP), aux réfugiés, aux demandeurs d'asile et à d'autres personnes en situation préoccupante.

Déplacements à l'intérieur du pays : Bien que les déplacements à l'intérieur du pays ne soient pas formellement limités, l'armée a mis en place des points de contrôle pour garantir la sécurité, et l'instabilité de la situation sécuritaire a limité la liberté de circulation. Les habitants de Gao, Kidal et Tombouctou et de certaines zones de Mopti craignaient de quitter les villes pour des raisons de sécurité, notamment la menace que représentent les bombes d'accotement (voir la section 1.g.). Les conditions au début de l'année ont encouragé des réfugiés et des

PDIP à retourner chez eux dans le nord, mais les problèmes de sécurité qui se sont produits par la suite ont ralenti le rythme des retours. Le gouvernement a facilité les déplacements vers le nord des PDIP qui ne disposaient pas des ressources suffisantes pour se permettre d'y retourner.

Les policiers ont couramment interpellé les citoyens comme les étrangers afin de limiter les activités de contrebande et vérifier l'immatriculation des véhicules. Davantage de postes de contrôle routier de la police ont été installés à l'entrée et à l'intérieur de Bamako après l'augmentation du nombre des attentats terroristes dans l'ensemble du pays. Des journalistes se sont souvent plaints que les autorités, invoquant des questions de sécurité, ne leur avaient pas permis de se déplacer librement dans le nord au cours des opérations militaires.

### **Personnes déplacées à l'intérieur de leur pays**

La Commission Mouvement de populations, dirigée par l'Organisation internationale pour les migrations, a estimé le nombre de PDIP au 31 juillet à 39 182, soit 37 % de moins que l'année précédente. Cependant, les combats de fin juillet à Kidal ont entraîné des rapports signalant parfois plusieurs milliers de PDIP touareg ayant quitté Kidal sur instruction des forces du GATIA. L'accès de l'aide humanitaire aux régions du nord s'est globalement amélioré à la suite de la signature de l'accord de paix en juin 2015, même si l'insécurité liée au terrorisme et au banditisme est restée problématique dans la plupart du pays.

Le ministère de la Sécurité intérieure et de la Protection civile a enregistré les PDIP et le gouvernement leur a prêté assistance. Les PDIP vivaient généralement avec des parents ou des amis ou dans des logements locatifs. Elles vivaient pour la plupart en zone urbaine et avaient accès à des aliments, de l'eau et d'autres formes d'assistance. Jusqu'à la moitié de l'ensemble des familles déplacées ne disposait pas des documents d'identité officiels nécessaires pour un accès plus facile aux services publics, notamment les écoles pour les enfants, bien que ces documents ne soient pas obligatoires pour obtenir une aide humanitaire. Des groupes d'assistance ont fourni une aide humanitaire aux PDIP vivant dans le sud et dans le nord, dans la mesure où l'accès leur était permis.

### **Protection des réfugiés**

Droit d'asile : La loi prévoit l'octroi du droit d'asile ou du statut de réfugié et les pouvoirs publics ont mis en place un régime de protection des réfugiés. Un comité national chargé des réfugiés travaillait avec l'aide du HCR. Un accord tripartite

entre le Mali, la Côte d'Ivoire et le HCR, signé en 2012, prévoit le rapatriement d'environ 1 040 réfugiés ivoiriens et de 69 demandeurs d'asile ivoiriens toujours au Mali. Selon le HCR, au 31 mars, le pays comptait 13 539 réfugiés, en majorité des Afro-Mauritaniens chassés de Mauritanie en 1989 et leurs enfants. Lors d'une réunion entre le HCR et les ministres de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest, le gouvernement s'est engagé à aider tous les réfugiés mauritaniens désireux de s'intégrer dans le pays au moyen d'une déclaration d'intention visant à faciliter leur naturalisation. En mars 2015, le gouvernement a délivré des actes de naissance à près de 8 000 enfants nés au Mali de parents réfugiés dans le cadre de son engagement à faciliter l'insertion locale des réfugiés afro-mauritaniens, ce qui leur permettait d'avoir accès aux services publics, de signer des contrats d'embauche, d'acheter et de vendre des terres, de monter des sociétés et de faire des emprunts bancaires.

Protection temporaire : L'Office public de la migration internationale, organe public, est responsable de la protection temporaire des personnes qui ne peuvent pas prétendre au statut de réfugié. La Commission nationale chargée des réfugiés quant à elle étudie les demandes d'asile et de statut de réfugié et apporte une protection temporaire aux personnes qui attendent une décision concernant l'obtention de l'asile.

### **Section 3. Liberté de participer au processus politique**

La Constitution et la loi donnent aux citoyens la capacité de choisir leur gouvernement par la voie d'élections périodiques libres et équitables, à bulletin secret, au suffrage universel et égal, et les citoyens ont exercé ce droit.

#### **Élections et participation à la vie politique**

Élections récentes : En 2013, le président Ibrahim Boubacar Keïta a remporté l'élection présidentielle, qui a été jugée libre et équitable par les observateurs internationaux. Des élections législatives se sont également tenues en 2013 et les missions d'observation indépendantes au niveau national et international les ont décrites comme crédibles et transparentes. Dans les régions où elles se sont tenues, les élections communales du 20 novembre ont été globalement jugées libres et équitables. Des problèmes de sécurité dans les parties nord et centre du pays ont empêché la tenue des élections communales dans 58 des 703 communes du pays.

Participation des femmes et des minorités : Les femmes ont participé au processus politique, et aucune loi ne restreint leur participation dans ce domaine,

contrairement aux facteurs culturels. Une loi adoptée en novembre 2015 exige qu'au moins 30 % des places sur les listes électorales des partis soient réservées aux femmes et que 30 % des personnalités haut placées nommées au gouvernement soient des femmes. Cependant, en fin d'année, la loi n'avait pas été complètement mise en œuvre. Les femmes candidates atteignaient le seuil de 30 % aux élections communales du 20 novembre, mais toutes les listes ne faisaient pas figurer au moins 30 % de femmes. Il n'y avait que 14 femmes sur les 147 députés siégeant à l'Assemblée nationale et 7 femmes parmi les 34 membres du gouvernement dirigé par le premier ministre Modibo Keita. Par ailleurs, on comptait 4 femmes parmi les 33 membres de la Cour suprême, et 2 parmi les 9 membres de la Cour constitutionnelle.

L'Assemblée nationale comprenait au moins 16 membres issus de minorités ethniques nomades et pastorales traditionnellement marginalisées et représentant les régions orientales et septentrionales de Gao, Tombouctou et Kidal. Le cabinet du Premier ministre comprenait des membres des minorités ethniques nomades et pastorales.

Quatre députés faisaient partie de groupes armés du nord, notamment deux Touareg de Kidal associés au HCUA, un Touareg de Kidal associé au Gatia et un député de Gao associé au MAA. Les membres de l'Assemblée nationale auparavant alliés à Ansar Dine ont mis un terme à leur association avec ce groupe à la suite de l'intervention française en 2013.

#### **Section 4. Corruption et manque de transparence au sein du gouvernement**

La loi prévoit des peines criminelles pour la corruption dans la fonction publique, mais elle n'est pas appliquée avec rigueur et les fonctionnaires s'y sont livrés fréquemment en toute impunité. Il a été fait état de nombreux cas de corruption au sein du gouvernement pendant l'année.

Corruption : La corruption était courante dans tous les secteurs de l'administration. Les autorités ne tenaient pas les policiers responsables de leurs actes de corruption. Des responsables publics, policiers et gendarmes ont fréquemment sollicité des pots-de-vin. Certains rapports ont signalé que des policiers en uniforme ou des individus déguisés en policiers avaient dirigé des automobilistes vers des lieux sombres et isolés avant de les y dévaliser.

Au cours de l'année, une agence de lutte contre la corruption a lancé une enquête sur des accusations de détournement par le président-directeur général (PDG)

Martin Pierre Dakono, le PDG adjoint Hamidou Coulibaly, et le comptable Moussa dit Almamy Sofara de la Caisse mutualiste d'épargne et de crédit de l'éducation et de la culture de jusqu'à 1,4 milliards de francs CFA (2,4 millions de dollars É.-U.) du fonds de pension des travailleurs.

Divulgarion de situation financière : La Constitution exige du président, du Premier ministre et des membres du gouvernement qu'ils présentent chaque année à la Cour suprême un relevé financier et une déclaration écrite de leur valeur nette. La Cour des comptes, instance de la Cour suprême, est responsable du suivi et de la vérification des déclarations de situation financière. Il n'existe pas de sanctions en cas de non-respect. La Cour des comptes exige de tout fonctionnaire qu'il établisse une déclaration de l'ensemble de ses actifs et passifs financiers au début et à la fin de son mandat, avec mises à jour annuelles tout au long de celui-ci. Ces divulgations ne s'appliquent cependant pas aux conjoints ni aux enfants. L'organe public responsable de la réception des déclarations de situation financière n'était pas opérationnel en fin d'année, et rares étaient les responsables publics à en avoir déposée une. En 2014, le président Keïta a présenté son relevé financier annuel et sa déclaration écrite de valeur nette à la Cour suprême, mais il n'a pas déposé de mises à jour financières par la suite. Bien que la Constitution exige que la présentation de ces documents soit publique, cela n'a pas été le cas.

Accès public à l'information : La loi garantit l'accès du public aux renseignements détenus par le gouvernement et, dans la pratique, l'État a généralement donné accès à ces informations aux citoyens comme aux non-citoyens, y compris aux journalistes étrangers. Cependant, des journalistes ont eu du mal à avoir accès aux informations relatives à la passation des marchés, aux contrats et aux opérations militaires que le gouvernement jugeait sensibles. Le public pouvait obtenir le budget national sur simple demande. Les personnes dont les demandes d'information étaient refusées par les autorités pouvaient faire appel auprès d'un tribunal administratif, qui devait répondre sous trois mois. Le gouvernement a généralement respecté ces dispositions, bien que des fonctionnaires aient parfois demandé des pots-de-vin pour fournir les informations requises. Le gouvernement peut rejeter une demande en excipant de la sécurité nationale.

## **Section 5. Attitude du gouvernement face aux enquêtes internationales et non gouvernementales sur les violations présumées des droits de l'homme**

Plusieurs groupes nationaux et internationaux de défense des droits de l'homme ont généralement fonctionné sans restriction gouvernementale ; ils ont mené leurs enquêtes et publié leurs conclusions sur des dossiers de droits de l'homme. Les

autorités se sont montrées globalement coopératives et sensibles à leurs points de vue.

Organismes publics de défense des droits de l'homme : La CNDH est une institution indépendante financée par le ministère de la Justice. Le gouvernement a continué de lui fournir des locaux et un personnel de taille modeste. D'autres organisations de défense des droits de l'homme ont critiqué la CNDH qu'elles jugent inefficace et manquant d'indépendance. Elles ont déclaré que le ministère de la Justice contrôlait trop le budget de la CNDH et que le grand nombre de membres de la commission, qui comprenait plusieurs représentants de l'État, l'empêchait d'émettre des critiques honnêtes du gouvernement.

En fin d'année, la commission d'enquête, créée par l'Assemblée nationale en 2014 pour enquêter sur les affrontements violents entre les forces gouvernementales et des groupes armés à Kidal, n'avait pas publié de rapport sur ses conclusions.

Le ministère de la Défense a mis en place au moins trois commissions d'enquête en 2014 concernant les disparitions forcées perpétrées par l'armée en 2012. À la fin de l'année, aucune de ces commissions n'avait publié de rapports publics.

La Commission vérité, justice et réconciliation, créée en 2015 pour recevoir des preuves, tenir des audiences et recommander des mesures de justice transitionnelle pour les crimes et les violations des droits de l'homme à la suite de la crise de 2012, n'avait, en fin d'année, lancé aucune enquête.

## **Section 6. Discrimination, abus sociétaux et traite des personnes**

### **Condition féminine**

Viol et violences conjugales/familiales : La loi criminalise le viol et le rend passible de peines allant de cinq à vingt ans d'emprisonnement ; cependant, le gouvernement n'a pas fait appliquer la loi dans les faits. Le viol a représenté un problème courant. Seul un faible pourcentage d'affaires de viol a conduit à des poursuites judiciaires par les autorités car les victimes ne signalaient que rarement les viols en raison de la pression sociale qu'elles subissaient, surtout parce que leurs agresseurs étaient souvent des proches et par crainte des représailles. Il n'existe pas de loi spécifique interdisant le viol conjugal, mais des responsables des forces de l'ordre ont déclaré que les lois pénales portant sur le viol s'appliquent également au viol conjugal. La police et les autorités judiciaires se sont montrées disposées à traiter les affaires de viol, mais abandonnaient les poursuites si un

accord était atteint avant le procès. Il n'y avait pas d'informations disponibles sur les condamnations.

La violence en milieu familial à l'encontre des femmes, dont la violence conjugale, était courante au Mali. La plupart du temps, les cas n'étaient pas signalés. La violence conjugale est un délit, mais la loi n'interdit pas spécifiquement la violence en milieu familial. L'agression est passible d'une peine d'un à cinq ans de prison et d'une amende pouvant aller jusqu'à 500 000 francs CFA (850 dollars É.-U.) ou, en cas de préméditation, d'une peine maximale de dix ans de prison. La police s'est montrée réticente à intervenir dans les affaires de violence en milieu familial. De nombreuses femmes ont hésité à porter plainte contre leurs maris parce qu'elles craignaient que ces derniers n'interprètent ces accusations comme motifs de divorce, parce qu'elles ne pouvaient pas se prendre en charge financièrement, voulaient éviter la stigmatisation sociale ou redoutaient de subir des représailles ou d'être encore plus ostracisées. La cellule nationale de la planification et des statistiques, chargée du suivi des poursuites judiciaires, ne produisait pas de statistiques fiables.

De nombreuses ONG administrant des foyers d'accueil pour les domestiques de sexe féminin victimes de maltraitance étaient en difficulté en raison de l'absence d'appui de la part de leurs partenaires étrangers habituels.

Mutilations génitales féminines/excision (MGF/E) : Au Mali, les MGF/E sont légales et, à l'exception de certaines régions du nord, très courantes dans l'ensemble des groupes ethniques et religieux, surtout dans les zones rurales. Quoique légale, cette pratique était interdite par les autorités dans les centres médicaux financés par des fonds publics.

En général, les parents faisaient pratiquer les MGF/E sur les fillettes âgées de six mois à neuf ans. La dernière étude exhaustive sur les MGF/E, menée par l'UNICEF en 2010, a indiqué que 89 % des filles et des femmes âgées de 15 à 49 ans étaient excisées, et 74 % d'entre elles avaient au moins une fille qui l'était également. Des campagnes de sensibilisation sur les dangers des MGF/E ont été mises en place par le gouvernement dans l'ensemble du pays, et des organisations de défense des droits de l'homme ont signalé une baisse de l'incidence de la pratique chez les enfants de parents éduqués.

Harcèlement sexuel : La loi n'interdit pas le harcèlement sexuel et il s'est produit couramment, notamment dans les établissements d'enseignement, sans aucun effort de prévention de la part des autorités.

Droits génésiques : La capacité des femmes à prendre des décisions en matière de procréation était limitée. Par ailleurs, un grand nombre d'entre elles manquait d'informations sur la santé sexuelle et génésique. Les femmes subissaient des pressions les incitant à s'en remettre à leur mari et à leur famille dans le domaine de la procréation, notamment pour le nombre, l'espacement et le moment des grossesses. Elles n'avaient souvent pas accès à des contraceptifs ni à un personnel soignant qualifié au cours de l'accouchement pouvant leur prodiguer notamment les soins obstétricaux et postnatals essentiels. Selon l'*Enquête démographique et de santé* (EDS) de 2013, dernière étude exhaustive sur le sujet, 10 % des femmes utilisaient une méthode moderne de contraception et l'on estimait à 26 % les besoins non satisfaits de planification familiale. Selon cette enquête, en 2013, le taux de mortalité maternelle était de 368 décès pour 100 000 naissances vivantes et le risque de décès maternel d'une femme était d'un sur 26. Les principaux facteurs contribuant à la mortalité maternelle étaient le manque d'accès à des praticiens de santé qualifiés, le manque d'appui familial aux femmes enceintes qui souhaitaient se rendre dans des centres de santé et les avortements non médicalisés. De nombreuses femmes et filles mettaient leurs enfants au monde chez elles, en présence uniquement de membres de leur famille ou d'accoucheuses traditionnelles ne disposant pas d'une formation clinique. Selon l'EDS de 2013, environ 55 % des naissances se faisaient en présence de personnel médical spécialisé.

Discrimination : La loi ne prévoit pas l'égalité entre les hommes et les femmes sur le plan de leur statut juridique et de leurs droits, particulièrement en matière de divorce ou d'héritage. Légalement, les femmes doivent obéir à leur mari et sont particulièrement vulnérables dans les affaires de divorce, de garde des enfants et d'héritage. Elles disposaient d'un accès très limité aux services juridiques compte tenu de leur manque d'éducation et d'information, et du coût prohibitif de ces services.

Bien que la loi prévoie l'égalité des droits en matière de propriété, les pratiques traditionnelles et l'ignorance de la loi ont empêché les femmes de bénéficier entièrement de ces dispositions. Le contrat de mariage doit préciser si le couple souhaite partager les droits à l'héritage. En outre, si le type de mariage n'est pas précisé sur le certificat de mariage d'un couple musulman, les juges supposent qu'il s'agit d'un mariage polygynique.

Les femmes ont été victimes de discrimination économique en raison des normes sociales qui avantageaient les hommes et leur accès à l'éducation et à l'emploi était limité (voir la section 7.d.).

Le ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille est chargé de garantir les droits juridiques des femmes.

## **Enfants**

Enregistrement des naissances : La citoyenneté malienne s'obtient soit par la filiation, soit par la naissance sur le territoire national.

Le gouvernement n'a pas enregistré systématiquement toutes les naissances, surtout en milieu rural. Selon l'UNICEF, en 2014, le gouvernement a enregistré 81 % des naissances. Le gouvernement a mené un recensement administratif en 2014 afin de recueillir des données biométriques et affecter à chaque citoyen un numéro d'identification unique. Ce processus a permis l'enregistrement des enfants qui n'avaient pas été enregistrés à la naissance, bien que le nombre exact des nouveaux actes de naissance délivrés ne soit pas connu. Au cours de l'année, plusieurs ONG ont travaillé en collaboration avec des partenaires étrangers pour procéder à l'enregistrement des enfants à la naissance et enseigner aux parents les avantages de celui-ci. En mars 2015, le gouvernement a approuvé la délivrance d'actes de naissance à 7 807 enfants nés au Mali de parents réfugiés afro-mauritaniens dans le cadre de son engagement à faciliter leur insertion locale.

Éducation : La Constitution assure la gratuité de l'éducation universelle et la loi prévoit la scolarité obligatoire des enfants de sept à seize ans. Cependant, bon nombre d'entre eux n'étaient pas scolarisés. Les parents devaient souvent payer les frais de scolarité de leurs enfants et leur acheter uniformes et fournitures scolaires. Parmi les autres facteurs influant sur la scolarisation figuraient notamment les distances à parcourir pour aller à l'école la plus proche, l'absence de transports et le manque d'enseignants, de matériel pédagogique et de cantines scolaires. Le taux de scolarisation des filles était inférieur à celui des garçons à tous les niveaux en raison de la pauvreté, des préférences culturelles pour l'éducation des garçons, et du mariage précoce et du harcèlement sexuel des filles.

Le conflit a entraîné la fermeture d'écoles dans les régions de Gao, Kidal, Tombouctou, Mopti et Ségou et a endommagé ou détruit de nombreuses écoles, les rebelles les utilisant parfois comme bases d'opérations. L'année scolaire 2015-2016 a révélé des progrès dans ces régions : selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, au 31 mai, 296 écoles étaient fermées, contre 454 à la même date en 2015. Cependant, le nombre d'écoles fermées a

augmenté dans la région de Mopti, passant de 67 en mai 2015 à 111 un an plus tard.

Maltraitance d'enfants : Il n'existait pas de statistiques publiques complètes sur la maltraitance d'enfants, mais le problème était très répandu. En général, selon l'UNICEF, les citoyens ne signalaient pas les cas de maltraitance d'enfants. La police et les services sociaux du ministère de l'Action humanitaire, de la Solidarité et des Personnes âgées ont effectué des enquêtes et sont intervenus dans des cas de maltraitance ou de négligence d'enfants ; l'État, en revanche, a fourni peu de services pour les enfants victimes de ces situations.

Mariage forcé et mariage précoce : L'âge minimum du mariage sans consentement parental est de 16 ans pour les filles et de 18 ans pour les garçons. Une fille de 15 ans peut se marier avec le consentement de ses parents sur approbation d'un juge civil. Cependant, les autorités n'ont pas appliqué la loi dans les faits, surtout dans les zones rurales, et le mariage de personnes d'âge inférieur à l'âge légal était un problème dans l'ensemble du pays. Selon les données 2010 du Fonds des Nations Unies pour la Population, 55 % des femmes âgées de 20 à 24 ans étaient, à 18 ans, déjà mariées.

Dans certaines régions du pays, des filles qui n'avaient parfois que 10 ans se mariaient. Il était de pratique courante dans le pays qu'une fille de 14 ans épouse un homme deux fois plus âgé qu'elle. Selon les organisations locales de défense des droits de l'homme, les autorités judiciaires ont fréquemment accepté de faux documents faisant valoir que des filles de moins de 15 ans avaient l'âge requis pour se marier. Des ONG ont mis en œuvre des campagnes de sensibilisation axées sur la réduction du nombre des mariages d'enfants.

Mutilations génitales féminines/excision (MGF/E) : Veuillez vous reporter aux informations sur les filles de moins de 18 ans dans la section Condition féminine ci-dessus.

Exploitation sexuelle des enfants : La loi interdit l'exploitation sexuelle des enfants, notamment la prostitution. Les contrevenants coupables de l'exploitation sexuelle tant des enfants que des adultes s'exposent à des peines allant de six mois à trois ans de prison et à des amendes comprises entre 20 000 et un million de francs CFA (entre 34 et 1 700 dollars É.-U.). Les trafiquants d'enfants reconnus coupables sont passibles de peines de cinq à vingt ans d'emprisonnement. Les sanctions pour attentat à la pudeur, y compris la pédopornographie, sont également de cinq à vingt ans de prison. Le pays dispose d'une loi sur l'abus sexuel sur

mineur qui fixe l'âge minimum pour les rapports sexuels consentis à 18 ans, mais comme elle n'était pas harmonisée avec celle sur l'âge minimum légal du mariage des filles, qui est de 15 ans, elle n'était pas appliquée. Des cas d'exploitation sexuelle d'enfants se sont produits. La Brigade des mœurs et de la protection de l'enfance de la police nationale a parfois ratissé des maisons closes pour s'assurer que les personnes qui se prostituaient avaient l'âge légal et arrêté les propriétaires de celles qui renfermaient des filles plus jeunes que l'âge minimum.

Enfants soldats : Veuillez vous reporter à la section 1.g.

Infanticide ou infanticide d'enfants handicapés : Certaines personnes prostituées et travailleurs domestiques pratiquaient l'infanticide, surtout en raison d'un manque d'accès à la contraception et de connaissances en la matière. Les autorités ont engagé des poursuites dans au moins deux affaires d'infanticide au cours de l'année.

Enlèvements internationaux d'enfants : Le Mali n'est pas partie à la Convention de la Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants. Veuillez consulter l'*Annual Report on International Parental Child Abduction* (Rapport annuel sur les enlèvements parentaux internationaux d'enfants) du département d'État à l'adresse suivante : [travel.state.gov/content/childabduction/en/legal/compliance.html](http://travel.state.gov/content/childabduction/en/legal/compliance.html).

### **Antisémitisme**

La population juive comptait moins d'une cinquantaine membres, et aucun acte antisémite n'a été signalé.

### **Traite des personnes**

Veuillez consulter le *Rapport sur la traite des personnes* du département d'État à l'adresse suivante : [www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/](http://www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/).

### **Personnes handicapées**

La Constitution et la loi ne protègent pas spécifiquement les droits des handicapés physiques, sensoriels ou mentaux ou des personnes souffrant de déficience intellectuelle dans les domaines de l'emploi, de l'éducation, des transports notamment aériens, de l'accès aux soins de santé, du judiciaire ou de l'obtention d'autres services dispensés par les pouvoirs publics. Il n'existe pas de loi

mandatant l'accessibilité des édifices publics. Bien que les personnes handicapées aient accès aux soins de santé de base, le gouvernement n'accordait pas la priorité à la protection des droits des handicapés, et les ressources disponibles étaient rares. Bon nombre d'entre eux en étaient réduits à la mendicité.

Les handicapés mentaux étaient confrontés à une stigmatisation sociale et à l'isolement dans les institutions publiques. Si un juge d'enquête pensait qu'un suspect, dans une affaire pénale, souffrait d'un handicap mental, il le référerait à un médecin pour procéder à une évaluation de ses capacités mentales. Sur les recommandations du médecin, qui manquait parfois de formation en psychologie, le tribunal pouvait ensuite soit envoyer le suspect dans un hôpital psychiatrique de Bamako, soit engager un procès.

Le ministère de l'Action humanitaire, de la Solidarité et des Personnes âgées est chargé de protéger les droits des personnes handicapées. Il a ainsi parrainé des activités destinées à promouvoir les opportunités de génération de revenus pour les personnes handicapées et a travaillé avec des ONG qui fournissent des services de base, telles que la Fédération malienne des associations de personnes handicapées. Bien qu'elles soient placées sous la responsabilité des pouvoirs publics, les huit écoles pour malentendants du pays ne recevaient quasiment aucun soutien ou ressources de sa part.

### **Minorités nationales/raçiales/ethniques**

La discrimination sociale envers les Touareg noirs, souvent appelés de façon péjorative « Bellas », s'est poursuivie. Certains groupes touareg ont privé les Touareg noirs de leurs libertés civiles en raison de pratiques traditionnelles apparentées à l'esclavage et de relations de servitude héréditaire.

L'on a continué à signaler des enlèvements par des maîtres d'enfants de leurs esclaves bellas, qui ne disposaient d'aucun recours juridique. Ces maîtres d'esclaves considéraient ces derniers ainsi que leurs enfants comme des biens leur appartenant et auraient emporté ces enfants d'esclaves pour les élever ailleurs sans la permission de leurs parents. L'organisation de lutte contre l'esclavage Temedt a organisé des ateliers dans l'ensemble du pays pour tenter de convaincre les communautés d'abandonner la pratique de l'esclavage. Le gouvernement n'a pas pris de mesures visant à établir des sanctions en cas d'esclavage.

Des violences intercommunautaires ont entraîné des affrontements fréquents entre le groupe ethnique des Foulanis et entre membres des communautés bambara et

dogon. Des groupes d'autodéfense représentant ces communautés auraient participé aux attaques.

Par exemple, le 6 Mai, à Malémana, dans la région de Ségou, des attaques menées par des Bambaras et des Foulanis ont fait au moins 26 morts. En août, à Karéri, dans la même région, des affrontements de représailles entre agriculteurs bambaras et bergers foulanis ont fait sept morts. Une délégation des ministères de l'Action humanitaire, de la Solidarité et des Personnes âgées, de la Réconciliation nationale et de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Réforme de l'État s'est rendue sur place pour encourager le dialogue et la réconciliation.

Selon la MINUSMA, le conflit du mois de mai entre les communautés foulanie et bambara dans les régions de Mopti et Ségou a entraîné le déplacement d'environ 800 civils foulanis.

### **Actes de violence, discrimination et autres abus basés sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre**

La loi interdit toute association « à des fins immorales ». Aucune loi n'interdit la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre. Il n'existait pas d'organisations LGBTI connues au Mali, même si certaines ONG disposaient de programmes médicaux et de soutien visant spécifiquement les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes. La loi interdit aux hommes gays et aux lesbiennes d'adopter des enfants.

Des ONG ont signalé que des personnes LGBTI avaient été victimes de violences physiques, psychologiques et sexuelles, considérées comme des punitions correctives aux yeux de la société. Des parents, des voisins et des groupes d'étrangers dans des lieux publics commettaient la majorité des actes violents et la police refusait souvent d'intervenir. Par conséquent, les personnes LGBTI, pour la plupart, se repliaient sur elles-mêmes et cachaient leur identité sexuelle. Une ONG a signalé que les personnes LGBTI abandonnaient souvent leurs études, démissionnaient et s'interdisaient d'obtenir des soins médicaux pour protéger leur identité sexuelle et éviter la stigmatisation sociale.

### **Stigmatisation sociale liée au VIH et au sida**

Il y a eu discrimination sociétale contre des personnes vivant avec le VIH-sida. Le gouvernement a mis en œuvre des campagnes pour sensibiliser davantage à ce fléau et diminuer la discrimination à l'encontre des personnes atteintes du virus.

## **Autres formes de violence ou de discrimination sociale**

La violence collective était problématique. Par exemple, au mois d'avril, une foule a détruit le seul aéroport de la ville de Kidal au cours d'une protestation contre la présence de forces internationales dans la ville. Les agresseurs auraient été mis en colère par les interpellations par les forces françaises de personnes accusées de terrorisme.

La discrimination à l'encontre des albinos s'est poursuivie. Les marabouts, dirigeants religieux musulmans, perpétuaient la croyance répandue selon laquelle les albinos avaient des pouvoirs spéciaux qu'il était possible d'obtenir en leur apportant le sang ou la tête d'un albinos. L'organisation de défense des droits des albinos, sous la conduite du célèbre chanteur malien Salif Keïta, indiquait qu'un homme divorçait souvent de sa femme si elle donnait naissance à un albinos. Le manque de compréhension de l'albinisme contribuait au manque d'accès des albinos à des produits de protection solaire, sans lesquels ils étaient extrêmement sujets au cancer de la peau.

## **Section 7. Droits des travailleurs**

### **a. Liberté d'association et droit à la négociation collective**

Tous les travailleurs, à l'exception des membres des forces armées et de certains fonctionnaires comme les juges et les responsables publics, ont le droit de former des syndicats indépendants et d'y adhérer, le droit à la négociation collective et le droit de grève. Ces droits sont soumis à certaines restrictions. La loi stipule que les travailleurs doivent être employés dans la même profession avant de pouvoir former un syndicat. Un travailleur ne peut rester membre d'un syndicat que pendant un an après avoir quitté la fonction ou la profession liée à ce syndicat. Les membres responsables de la gestion d'un syndicat doivent être résidents maliens et ne pas avoir été reconnus coupables de crimes qui pourraient les empêcher de voter aux élections nationales. Le gouvernement peut rejeter la demande d'enregistrement d'un syndicat pour des motifs arbitraires ou ambigus.

Seul le ministre du Travail a le pouvoir de décider si un syndicat peut servir de représentant lors de la négociation collective au niveau sectoriel et d'approuver les accords en la matière. Toute négociation avec les syndicats est à la discrétion de l'employeur, qui est en droit de refuser. La loi permet tous les types de grève et interdit les représailles envers les grévistes. Une grève n'est légale que si les

parties à un différend ont épuisé toutes les possibilités de conciliation et d'arbitrage obligatoires prévues dans le Code du travail. Des réglementations exigent des fonctionnaires et employés des entreprises publiques qu'ils déposent un préavis de grève de deux semaines avant toute action prévue et ouvrent une médiation et des négociations avec leur employeur et une tierce partie, généralement le ministère du Travail et de la Fonction publique. La loi ne permet pas aux travailleurs des « services essentiels » de faire grève, et le ministre du Travail peut ordonner un arbitrage contraignant les concernant. La loi définit « services essentiels » comme ceux dont l'interruption pourrait mettre en danger les vies, la sécurité personnelle ou la santé des citoyens ou avoir une incidence sur le fonctionnement normal de l'économie nationale ou sur un secteur industriel vital. Par exemple, la loi exige que les forces de police en grève assurent une présence minimale au siège et sur la voie publique. Cependant, le gouvernement n'a pas établi une liste des services essentiels. Toute participation à une grève illégale est passible de sanctions sévères, dont le licenciement et la déchéance d'autres droits, sauf les salaires et les congés.

La loi interdit la discrimination antisyndicale et garantit la réintégration des travailleurs licenciés pour activités syndicales. Le gouvernement n'a pas fait effectivement appliquer les lois en question. Les peines encourues pour infractions aux dispositions sur l'interdiction de discrimination antisyndicale étaient trop peu sévères pour dissuader ces infractions. Le ministère du Travail ne disposait pas de moyens suffisants pour effectuer des inspections ou mettre en place une médiation. Les procédures administratives et judiciaires étaient soumises à de longs retards et appels.

Les autorités n'ont pas systématiquement respecté la liberté d'association et le droit à la négociation collective, bien que les travailleurs aient généralement pu exercer leurs droits. Le gouvernement n'a pas toujours respecté le droit des syndicats de mener leurs activités sans ingérence. Les syndicats et les organisations de travailleurs étaient indépendants du gouvernement et des partis politiques, mais étroitement alignés sur divers partis ou coalitions politiques. Le ministère des Mines est intervenu pour faciliter des négociations entre les ouvriers et la direction concernant la fermeture de la mine d'or de Loulo. Certaines conventions collectives n'ont pas été renégociées depuis 1956.

## **b. Interdiction du travail forcé ou obligatoire**

La loi interdit toutes les formes de travail forcé ou obligatoire, mais le travail forcé s'est pourtant produit. La loi interdit l'utilisation contractuelle de personnes sans

leur consentement, et les contrevenants sont passibles d'une amende et de dix ans de prison assortis de peines de travaux forcés. Les peines passent à vingt ans de prison si la victime a moins de 15 ans. Cependant, les peines étaient rarement appliquées et donc insuffisantes pour avoir un effet dissuasif. Selon les ONG, le système judiciaire s'est montré réticent à s'impliquer dans les affaires de travail forcé. Le gouvernement n'a guère déployé d'efforts au cours de l'année pour prévenir ou éliminer le travail forcé, bien qu'il ait affecté un financement initial à son plan d'action de lutte contre la traite. À la suite d'une conférence nationale sur le secteur minier artisanal en 2014, le gouvernement a mis en place une commission qui s'est réunie deux fois par mois pour élaborer des mesures visant à mieux lutter contre les violations qui se produisent dans ce secteur, notamment le travail forcé.

La plupart du travail forcé des adultes s'est produit dans le secteur agricole, en particulier la production de riz, l'extraction de l'or, les services domestiques, et d'autres secteurs de l'économie informelle. Le travail forcé des enfants s'est produit dans les mêmes secteurs. Des enseignants religieux corrompus ont forcé des garçons à mendier et à effectuer d'autres types de services ou de travaux forcés (voir la section 7.c.).

Les mines de sel de Taoudeni, dans le nord du pays, ont assujetti des hommes et des garçons, principalement du groupe ethnique songhaï, à la pratique ancienne de la servitude pour dettes. Des employeurs ont assujetti de nombreux Touareg noirs à des travaux forcés et des relations de servitude héréditaire, notamment dans les régions orientales et septentrionales de Gao, de Tombouctou et de Kidal (voir la section 6).

Veillez également consulter le *Rapport sur la traite des personnes* du département d'État à l'adresse suivante : [www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/](http://www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/).

### **c. Interdiction du travail des enfants et âge minimum d'admission à l'emploi**

Alors que le Code du travail fixe l'âge minimum d'admission à l'emploi, à quelques exceptions près, à 14 ans, une loi concernant la protection des enfants le fixe à 15 ans. Toutefois, la loi permet aux enfants âgés de 12 à 14 ans de travailler comme domestiques ou comme saisonniers à des tâches légères, et limite leur nombre d'heures de travail autorisées. Il est interdit à un enfant de travailler pendant plus de huit heures par jour, quelles que soient les circonstances. Bien que la liste des emplois dangereux préparée par le gouvernement interdise certaines activités aux enfants de moins de 18 ans, la loi permet aux enfants de 16 à 17 ans

d'effectuer certaines activités dangereuses tant qu'ils reçoivent un enseignement spécifique approprié ou une formation professionnelle dans le secteur d'activité pertinent. La loi est en contradiction avec les protections garanties par la liste des emplois dangereux, d'où la possibilité pour les enfants d'effectuer des travaux dangereux. Les filles âgées de 16 à 18 ans ne peuvent pas travailler plus de six heures par jour. La loi s'applique à tous les enfants, y compris à ceux qui travaillent dans l'économie informelle et à leur propre compte.

Le ministère de la Promotion de la femme, de la Famille et de la Protection de l'enfant, par l'intermédiaire du Comité national de surveillance des actions de lutte contre la traite, l'exploitation et le travail des enfants (CNS), le ministère de la Justice au travers des différents tribunaux, le ministère de la Sécurité par le biais de la Brigade chargée de la protection des mœurs et de l'enfance de la police nationale, l'Institut national de prévoyance sociale par l'entremise de son service de santé et le ministère du Travail via l'inspection du travail se partageaient la responsabilité de faire appliquer les lois relatives au travail des enfants. Les mécanismes de coordination interinstitutionnelle étaient inefficaces et complexes. Souvent, les autorités n'ont pas tenu compte de la législation sur le travail des enfants et n'ont pas fait respecter les lois en vigueur dans les faits. Les ressources, les inspections et les actions correctives n'étaient pas adéquates et les sanctions n'étaient pas suffisantes pour avoir un effet dissuasif.

Le travail des enfants, en particulier sous ses pires formes, constituait un grave problème. Il était surtout concentré dans le secteur agricole, en particulier la production de riz et de coton, ainsi que dans les services domestiques et d'autres secteurs de l'économie informelle, l'extraction de l'or et la mendicité forcée organisée par les écoles coraniques.

Environ la moitié des enfants âgés de sept à quatorze ans étaient économiquement actifs, et les employeurs assujettissaient plus de 40 % d'entre eux aux pires formes de travail des enfants. Nombreux sont ceux qui effectuaient des travaux agricoles dangereux. Plusieurs ont également été victimes de la traite. Certains employeurs ont forcé des enfants, surtout des filles, à travailler comme domestiques. Certains ont également forcé des enfants touareg noirs à travailler comme domestiques ou ouvriers agricoles.

Le travail des enfants était également un grave problème dans le secteur de l'extraction artisanale de l'or. Selon la Confédération syndicale internationale, au moins 20 000 enfants travaillaient dans des conditions extrêmement dures et dangereuses dans les mines d'or artisanales. Dans le cadre de leur travail, de

nombreux enfants employaient aussi du mercure, substance toxique servant à la séparation de l'or du minerai. À la suite d'un sommet sur l'extraction minière artisanale en 2014, le gouvernement a mis en place une commission qui s'est réunie deux fois par mois pour élaborer des mesures visant à améliorer les conditions dans ce secteur et atténuer les violations, telles que le travail des enfants.

Dans l'ensemble du pays, un nombre inconnu d'enfants en âge d'aller à l'école primaire, en majorité âgés de moins de dix ans, ont fréquenté à temps partiel des écoles coraniques financées par leurs parents et eux-mêmes. Leur enseignement se limitait exclusivement à l'apprentissage du Coran. Les marabouts, maîtres coraniques, ont souvent forcé leurs élèves, appelés « garibouts » ou « talibés », dans le cadre de leurs travaux, à mendier dans la rue et à travailler comme journaliers dans les exploitations agricoles.

Le ministère du Travail et de la Fonction publique a effectué quelques inspections surprises et des visites à la suite de plaintes dans le secteur formel. Le manque de personnel et d'autres ressources et les salaires bas rendaient difficile l'application des lois dans le secteur informel. À Bamako, des procureurs géraient plusieurs enquêtes en cours sur des accusations relatives à d'éventuelles violations par des marabouts qui n'utilisaient les enfants qu'à des fins financières.

Veillez également consulter les *Conclusions sur les pires formes de travail des enfants* du département du Travail à l'adresse suivante : [www.dol.gov/ilab/reports/child-labor/findings/](http://www.dol.gov/ilab/reports/child-labor/findings/).

#### **d. Discrimination en matière d'emploi et de profession**

Le Code du travail interdit la discrimination en termes d'emploi et de profession fondée sur la race, le sexe, la religion, l'opinion politique, la nationalité ou l'appartenance ethnique, mais pas sur l'âge, le handicap, la langue, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, la situation sociale, la séropositivité ou la présence d'autres maladies transmissibles. L'inspection du travail, organe public, est responsable d'enquêter sur les cas de discrimination fondée sur la race, le genre, la religion, l'opinion politique, la nationalité et l'ethnicité, et de les prévenir, mais les lois n'étaient pas appliquées avec efficacité. Les peines prévues étaient insuffisantes pour avoir un effet dissuasif. Des cas de discrimination en termes d'emploi et de profession fondée sur le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap et l'appartenance ethnique se sont produits (voir la section 6). L'État, principal employeur du secteur formel, rémunérait les femmes techniquement au même tarif

que les hommes pour du travail similaire, mais des différences dans les descriptions d'emplois permettaient une inégalité des salaires. Dans certains cas, des employeurs de groupes ethniques du sud du pays se rendaient coupables de discrimination à l'encontre de membres de groupes ethniques du nord.

#### **e. Conditions de travail acceptables**

Le salaire minimum est de 28 465 francs CFA (48 dollars É.-U.) par mois, mais il ne s'appliquait pas aux travailleurs du secteur informel et de l'agriculture de subsistance, soit la majorité des travailleurs. Le gouvernement complétait le salaire minimum par des avantages sociaux obligatoires, dont la sécurité sociale et les soins de santé. En janvier, il a augmenté les salaires des travailleurs du secteur public après avoir conclu un accord avec le plus grand syndicat national des travailleurs, l'UNTM. En août, les banques et les sociétés d'assurance ont également augmenté les salaires de leurs employés.

La semaine de travail légale est de 40 heures, sauf dans le secteur agricole, où elle varie de 42 à 48 heures selon la saison. La loi exige une période de repos hebdomadaire de 24 heures et le paiement par les employeurs des heures supplémentaires de travail, qui sont légalement limitées à huit heures par semaine. Elle s'applique à l'ensemble des travailleurs, y compris les migrants et les domestiques, mais elle était régulièrement ignorée dans le secteur informel.

La loi prévoit une vaste gamme de normes sanitaires et de sécurité sur le lieu de travail. Les travailleurs ont le droit de se retirer de situations qui mettent en danger leur santé ou leur sécurité sans risquer de perdre leur emploi et de demander qu'une enquête soit menée par la Caisse de sécurité sociale, chargée de recommander les mesures à prendre pour remédier, au besoin, à la situation. Cependant, dans les faits, les autorités n'ont pas protégé les employés dans ce type de situation. Avec le taux de chômage élevé, les travailleurs se sont souvent montrés peu disposés à signaler les infractions aux règles de sécurité du travail.

Le ministère du Travail et de la Fonction publique n'a pas bien assuré l'application de ces normes, sa soixantaine d'inspecteurs manquant de ressources pour effectuer des enquêtes sur le terrain. De nombreux employeurs ne se sont pas conformés aux règlements relatifs aux salaires, aux heures de travail et aux avantages sociaux. Le ministère n'a pas mené d'inspections dans les trois régions du nord du pays, où le gouvernement a interrompu de nombreux services publics depuis l'occupation de cette zone par des organisations terroristes en 2012. Les peines prévues étaient insuffisantes pour avoir un effet dissuasif et aucun organisme public n'a fait état de

violations ni de sanctions. Les inspecteurs du travail ne se sont rendus sur les lieux de travail pour des visites et inspections surprises qu'à la suite de plaintes déposées par les syndicats.

Les conditions de travail présentaient des variations, mais c'est dans le secteur privé qu'elles étaient les plus mauvaises. Dans les petites exploitations agricoles familiales, les enfants travaillaient pour une rémunération faible, sinon inexistante. Certains employeurs ne rémunéraient leurs employés de maison que 7 500 francs CFA (13 dollars É.-U.) par mois. Les violations des lois sur les heures supplémentaires étaient courantes pour les enfants travaillant dans les villes, dans les mines d'or artisanales, dans les rizières et dans les champs de coton. Les organisations syndicales ont signalé que des employeurs ont fait usage de cyanure et de mercure dans les mines d'or, faisant courir un risque de santé publique aux travailleurs qui y étaient exposés. Malheureusement, les inspecteurs ne disposaient pas des ressources nécessaires pour recueillir des données crédibles sur les lieux de travail dangereux.